



**Erika Schnyder, syndique  
Commune de Villars-sur-Glâne  
1752 Villars-sur-Glâne**

**Le mot de la syndique  
(Douzième billet, février 2011)**

Chères habitantes et chers habitants de la commune,

Arrivés au terme d'une législature riche et intense, le Conseil communal est fier de vous présenter son bilan. Ce dernier peut être qualifié de positif, même si tout le programme n'a pas pu être réalisé.

Incontestablement, l'une des réussites majeures est la diminution sensible de la dette communale, passée de près de 10'000 francs à quelque 7'000 francs par habitant. C'est encore beaucoup trop, mais l'effort consenti pour atteindre ce montant n'est pas négligeable, et ce en période de situation économique difficile. A cet égard, si les entrées fiscales se sont avérées meilleures que prévues, c'est surtout grâce à une augmentation des recettes des personnes morales. Mais l'élément clef de la baisse de la dette tient davantage au programme d'économies qu'à la bonne situation fiscale de la commune. Le Conseil communal a renoncé à d'importants investissements, en particulier la STEP, le carrefour de Belle-Croix, etc.

En corollaire, le Conseil a pu présenter des comptes équilibrés au cours de ces cinq années, ce qui a permis d'éviter d'augmenter les impôts, lesquels restent parmi les plus bas des communes de l'Agglomération, de la Sarine et même du canton.

L'accent a été mis surtout sur deux plans : d'une part l'absorption progressive des nouveaux habitants, du point de vue des infrastructures rendues nécessaires par l'arrivée toujours plus nombreuse de personnes s'installant à Villars-sur-Glâne (scolaires, sociales, sportives, déchets, etc.) et d'autre part la maîtrise des dépenses, en évitant les projets somptuaires et en redéfinissant les priorités, tout en recherchant des économies, partout où cela est possible, sans nuire à la qualité de vie de la commune.

La politique menée par le Conseil a aussi permis de réaliser différentes infrastructures améliorant la qualité de vie et tenant compte de l'environnement et du développement

durable : zones 30, zones de détente. La planification de gros travaux a dû être revue, mais le Conseil s'est attelé à des investissements nécessaires à la fois au développement raisonnable de la commune et aux impératifs dictés par la législation et les circonstances. Ainsi, il a entrepris la planification de la nouvelle déchetterie dont les travaux ont été retardés en raison de recours et il s'est attelé à la mise en zone progressive de nouveaux quartiers au Sud du Village sur la base de critères respectueux de l'environnement et des finances.

Un enjeu de taille pour la commune a été la gestion du dossier Gottéron-Village auquel le Conseil a pu mettre fin, sans que la commune ne doive des compensations. L'abandon de ce projet a permis de placer les terrains de Bertigny-Ouest en zone de développement pour des entreprises à haute valeur ajoutée, d'entente avec le Canton et l'agglomération, afin de préserver sur cette zone une possibilité d'installation d'industries de pointe, dans le sillage de celles qui existent déjà sur la commune, et ce dans le cadre du programme cantonal de promotion économique.

Du côté des écoles et de la jeunesse, l'intensification des accueils extrascolaires avec l'instauration des repas de midi dans deux cercles scolaires a été un défi que le Conseil a relevé, de même que la mise en place de la deuxième année d'école enfantine qui s'est faite en collaboration avec les institutions d'accueil de la petite enfance, afin qu'elles passent ce cap dans les meilleures conditions.

Au regard des prestations sociales, la commune a maintenu l'aide au logement et les programmes de chômage, en collaboration, pour ces derniers, avec des structures plus grandes. Cette recherche de synergies a eu un effet bénéfique sur la rationalisation des charges et sur l'optimisation des résultats. Par ailleurs, partout où elle l'a pu, la commune a agi en collaboration avec les autres communes ou les services existants, en particulier de la Ville de Fribourg.

Quelques éléments du bilan en demi-teinte cependant doivent être signalés : la mise en route de l'Agglomération qui n'est pas encore optimale, notamment au niveau des promotions économique et culturelle. D'autre part, le processus de fusion à six communes, entamé en cours de législature, a du plomb dans l'aile en raison du départ des 3 petites communes.

Pour citer quelques statistiques parlantes, à fin 2010, le coût moyen par habitant de Villars-sur-Glâne s'est élevé à 5'086 francs en chiffres ronds (contre 5'366 francs à fin 2007), tandis que les recettes fiscales par habitant (personnes physiques) se sont élevées à 1'981 francs, en chiffres ronds (1'959 à fin 2007). Ce coût correspond au total des charges du compte de fonctionnement divisé par le nombre d'habitants. En d'autres termes, chaque habitant rapporte à la commune près de 2'000 francs mais lui coûte environ 5'100 francs (attention : il s'agit des habitants et non des contribuables). La différence doit donc être couverte par les recettes des personnes morales, les taxes et autres impôts. La situation tend vers une légère amélioration toutefois.

Pour terminer sur une note agréable, il sied de relever la très bonne entente qui règne au sein du Conseil communal et entre le Conseil général et le Conseil communal. Cette confiance réciproque rend le travail bien plus agréable et performant et justifie, en grande partie, la réalisation des objectifs que s'est fixés le Conseil communal pour la commune.

Je profite de cette dernière occasion avant l'élection de mars pour remercier chacune et chacun de mes collègues, ainsi que le secrétariat et l'administration pour le soutien qu'ils m'ont accordé au cours de cette passionnante législature ; ma reconnaissance va aussi aux membres du législatif communal pour leur collaboration positive et leur appui pour les objets proposés et la politique menée. Enfin, c'est avec la satisfaction du devoir accompli que chaque Conseiller communal et moi-même, qui nous représentons à l'élection, affrontons le verdict des habitantes et des habitants de la commune, que nous remercions d'ores et déjà de la confiance accordée pour une nouvelle législature.

Erika Schnyder, syndique